

Le mot d'ordre est levé, les ambulances vont de nouveau répondre aux appels du 15 !

Les ambulances condomoises ont suivi le mouvement national depuis le début



Le mot d'ordre est levé, les ambulances vont de nouveau répondre aux appels du 15 !

Depuis le 12 octobre, les ambulanciers se sont mobilisés au travers d'un mouvement qui couvre plus de 70 % des départements français (métropole et outre-mer).

En dépit de la première réunion prévue avec le cabinet du ministre de la santé, ce lundi 18 octobre, à 17 h et sans préjuger des réponses positives qui pourraient en résulter, les deux organisations syndicales, la Chambre Nationale des Services d'ambulances (CNSA) et la Fédération Nationale de la Mobilité Sanitaire (FNMS) à l'initiative de ce mouvement, l'ont maintenu pour ce mardi jusqu'à 20 h.

Une réunion était prévue ce même jour, à 20 h 30, entre les syndicats et leurs représentants pour évoquer la suite à donner en fonction des réponses obtenues ou pas.

- des engagements écrits sur la parution du décret sur les transports sanitaires urgents pré-hospitaliers tant attendu et qui doit sanctuariser le coordonnateur ambulancier, avant la fin de l'année comme indiqué par le ministre de la Santé lors de notre Convention Nationale de l'Ambulance et de la Mobilité Sanitaire ;
- le paiement à 100 % de toutes nos interventions en UPH ;
- la prise en compte par l'ensemble des acteurs des besoins liés à l'attractivité de notre métier."

Suite à la réunion d'hier soir, lundi, au ministère, les échanges ont permis de savoir que la réforme de la garde ambulancière s'appliquerait sur tout le territoire, puisque le décret va sortir avant la fin de l'année pour une mise en place sans doute pas avant l'été prochain, alors que la profession souhaitait sa mise en route début 2022. Tout est pourtant prêt pour lancer l'UPH au niveau du département du Gers, regrette Romain Esperbé de Ténarèze Ambulances.

En ce qui concerne le ticket modérateur, un groupe de travail sera réuni avant la fin du mois de novembre pour examiner les solutions qui pourraient être proposées.

Quant à l'attractivité de la profession, elle fera l'objet d'un examen attentif de la part des services du ministère...

Pour le secteur de Condom, Élodie Poiroux de **Ténarèze Ambulances** confirme au Journal du Gers que l'entreprise condomoise a soutenu le mouvement national et, en conséquence, les ambulanciers ne répondaient plus aux appels transmis via le 15 par le Samu.

Joint par téléphone, Christophe Raget, des **Ambulances Gers-Armagnac**, comme ses confrères condomois, a rejoint le mouvement à l'appel des syndicats nationaux depuis le départ de l'action, le lundi 12 octobre.

La présidente de l'**Association de Transports Sanitaires Urgents du Gers (ATSU 32)**, Aurélie Lalanne des **Ambulances Daste**, à Bretagne d'Armagnac, nous fait part de l'évolution de la situation.

À savoir que bien que tout soit encore très flou, ayant obtenu que le décret soit signé avant la fin de l'année pour une mise en application dans le courant du premier semestre 2022, **la profession a décidé de lever son mouvement de grève à compter de ce soir 20 heures.**